

**Georges Labica**

## **Violence et mondialisation** (L'idéologie de la lutte contre le terrorisme)

Je n'entreprendrai pas ici de résumer, si peu que ce soit, le livre (**Théorie de la violence**, Naples, La Città el sole/ Paris, Libr. philosophique J. Vrin, 2008)) qui m'a valu l'honneur d'être invité par la prestigieuse Académie de Carthage. Je présenterai certains de mes points de départ, avant d'en venir à des considérations plus contemporaines, sur la relation entre violence et mondialisation. L'objet violence

Il nous faut partir d'un constat évident. La place occupée aujourd'hui par la violence, au vrai par *les violences*, n'a jamais été aussi importante. Elle apparaît comme la préoccupation principale de l'humanité. Elle est vécue comme une fatalité, aboutissant à la fois à une résignation à l'ordre établi et à la fascination d'un voyeurisme de masse. La violence, en tant que telle, c'est-à-dire dans la généralité qu'elle offre d'une notion englobant de multiples formes, n'est devenue un objet que très récemment, ainsi que le notait Hannah Arendt, il y a quelques décennies.

Mais qu'est-ce que « la violence en tant que telle » ? A son omni présence ne correspond pas une définition. Son extension est considérable et défie sans doute tout recensement : des *incivilités* aux *massacres*, des *gros mots* au *terrorisme*, du *crime passionnel* à la *torture*, de la *pédophilie* à la *révolution*. Et l'expression de *douce violence* fait florès. La traque du terme compte, sur l'espace de quelques années, une foule de livres, de numéros spéciaux de revues, de films (reportages et fictions), de rencontres, de débats et autres colloques, pour ne rien dire de l'exhibitionnisme quotidien des médias écrits, parlés et visuels. Or, ceux-là mêmes qui en écrivent conviennent, souvent à contrecœur, qu'ils n'en possèdent pas de définition, qu'ils ne sont pas parvenus, en dépit de leurs travaux, à élaborer le dénominateur commun à toutes les formes de violence. La *force* ou la *puissance*, le plus souvent évoquées, n'en couvrent pas tout le champ, quand elles ne le laissent pas indéterminé. Les historiens, par exemple, viennent à peine de reconnaître au *massacre* la dignité d'un objet de pensée, avec un volume collectif précisément intitulé **Le massacre objet d'histoire** (2005), qui entend faire leur part à des manifestations de violence collective qui se sont succédées sans discontinuité depuis le néolithique jusqu'à nos jours, avec ses conflits mondiaux et ses génocides. Ni l'ONU, ni les USA n'ont pu, ni voulu, dans le cas des

seconds, produire une définition du *terrorisme*. D'ailleurs, à l'inverse de ce qui se passe pour l'hypocondrie, l'anticyclone des Açores ou l'Analytique transcendantale, l'opinion la plus courante, la mieux reçue, est convaincue de savoir ce qu'est la violence et ce qu'il faut entendre par ce mot.

La conclusion est rude pour le philosophe. L'extension de la violence est quasiment infinie, et sa compréhension quasiment nulle. Il y a une idée du poil, disait Platon, il existe un concept de fruit, disait Marx, la violence n'a pas cette chance.

S'ensuit un certain nombre de conséquences :

(1) La première va consister à se demander : qu'est-ce que traiter de la violence si toutes les formes de violence sont mises dans le même sac ? A quoi l'on répondra en débattant de la réalité de l'extension de la violence aujourd'hui ; en examinant ses expressions, ses domaines, les systèmes, - mythologiques, religieux, philosophiques, juridiques ou fictionnels (littératures, arts, cinémas) qui s'emploient à lui donner sens ; en privilégiant tel ou tel de ses aspects, telle ou telle de ses formes, singulièrement la violence ouverte, délictuelle, à cause de sa plus grande visibilité. On sera bien en peine, au total, de lui assigner quelque universalité. Tout se passe comme si l'objet *violence* était introuvable.

(2) Une universalité, quant à elle, notoire, emporte une seconde conséquence, celle du jugement qui décide que la violence en général, soit *toute violence*, doit être rejetée, au nom de l'évidence que toute violence est intrinsèquement mauvaise, donc condamnable, qu'il s'agisse du gosse qui injurie sa maîtresse, du *serial killer*, du voleur de pommes ou du kamikaze palestinien.

(3) La situation actuelle, celle de la globalisation, ou mondialisation, comme on voudra dire, en fournit une troisième. La centralité du *terrorisme*, en tant que menace extrême et indifférenciée, dans la mesure où elle est censée frapper partout, semble avoir congédié, sinon effacé, les anciennes distinctions d'une *violence légitime* et d'une *violence illégitime*, de la *guerre juste* et de la *guerre injuste*, chère à St Augustin, ou encore de la violence et de la brutalité (Jean Genet), et perverti la notions même de *résistance*, tout protagoniste pouvant se prévaloir du bien-fondé de son propre recours à la violence. En ce sens, la chute du mur de Berlin, symbole de la fin des pays dits « socialistes », a unifié toutes les familles politiques dans une même réprobation de la violence. Dans le cas même où l'on admettra le caractère justifié d'une action politique violente, on n'en condamnera pas moins ses voies et ses effets. D'une part, on dénoncera le recours à la violence. Ainsi de ces responsables communistes, qui, avant quelque déclaration contestataire du pouvoir en place, protestent contre toute intention de leur part de préparer le Grand Soir ou de vouloir prendre le Palais

d'été (lequel n'a occasionné pratiquement aucune violence) ; ainsi également de ces élus de gauche qui abreuvent de leurs conseils les « casseurs » de « quartiers » (comme on dit « territoires » pour la Palestine), alors même que lesdits casseurs ne commettent que des actes de destructions matérielles. D'autre part, on se fera un devoir de proclamer sa volonté d'empêcher les affrontements. Ainsi de la diplomatie qui se refuse, au nom de la paix nécessaire, à distinguer entre les adversaires, réservant, par là, un sort analogue aux victimes et aux bourreaux. On attribue les Prix Nobel « de la Paix » conjointement à De Klerck et à Mandela, à Péres et à Arafat, pour ne rien dire d'un Kissinger. Un parlementaire norvégien, Harald Nasvik, a été jusqu'à proposer qu'un Nobel de la paix soit accordé à Bush et Blair, pour leur rôle dans « la guerre contre le terrorisme ».

Comment ne pas perdre de vue dès lors la frontière entre *violence privée* et *violence publique*, les deux se voyant frappées du même interdit ?

(4) Ultime leçon : plus que jamais la violence relève du monopole de l'Etat, notons bien *toute* violence, en vertu de l'indistinction déjà repérée. L'Etat dit le Droit, inclus en matière de terrorisme, lequel, de ce fait, et selon les circonstances et les individus concernés, tantôt n'existe pas et tantôt n'est pas défini. C'est au *consensus*, ou, à la rigueur, au *compromis* (entre *partenaires sociaux* sous-entendu) et non au *conflit* de présider et de gérer les relations sociales. Le maintien de la paix, depuis celle des ménages, grâce aux procédures de médiation entre conjoints, jusqu'à la trêve prudemment baptisée « processus de paix » entre belligérants, passe avant toute autre considération, tant il paraît indéniable que nul ne peut vouloir la violence, ni se féliciter de l'appel à la force. Partant, l'idéal philosophique résiderait dans la *non-violence*, dont les thèses classiques font un retour remarqué. Il ne manque pas, de nos jours, de beaux esprits pour affirmer que le choix se situerait entre un Gandhi et un Lénine, qualifié de théoricien de la violence, ou mieux encore un Ben Laden, comme si l'on pouvait balancer entre concorde et antagonisme, à supposer que l'on ait le choix.

#### Souffrance et système

Si l'on ne se satisfait pas de ce constat, qui nous abandonne à la conscience commune, i.e. à une *doxa*, qui fait courir, comme toute *doxa*, le risque de nous livrer à quelque idéologie, donc à une manipulation à finalité politique, il faut se demander ce qui se tient, du point de vue du sens, derrière le brouillard et les confusions des formes de violence. On doit alors convenir d'une double caractérisation. (1) Toute violence se donne à voir en situation. C'est le contexte qui dispose de la violence. La violence est un produit conjoncturel. (2) Violence et *souffrance* semblent étroitement associées. Une situation de violence est une situation de

souffrance. Elle répond à l'équation Violence/Souffrance/(contre)Violence qui, en règle générale, se retrouve dans toutes les situations appréciées comme violentes.

Deux thèses sont en présence. La première avance que la violence est *originnaire* et prend appui sur le présupposé de l'indistinction. La venue au monde du petit d'homme est un acte où sont confondues violence et souffrance, aucune thérapie d'accouchement « sans douleur » ne changera rien à ce fait. En arabe, la bouche, c'est la blessure. Les figures de ce départ ont été diverses. La fameuse maxime de l'*homo homini lupus* en est une. Comme pour le *contrat* rousseauiste ou la *propriété* de Proudhon, elle ne doit sa conversion en celle de l'*homo homini deus* que grâce à la médiation de la création de l'Etat, nécessaire, sinon à l'harmonie, du moins à l'effort de civilisation, au sein des sociétés. Des psychologues ont souligné que l'*agressivité* était inhérente à la « nature » humaine, - malgré la difficulté de définir les deux termes d'*agressivité* et de *nature*. D'autres ont pu faire l'hypothèse de l'existence d'un gène de la violence, autorisant des personnages politiques, plus soucieux de répression que de science, à envisager une détection possible de la délinquance dès le plus jeune âge (cas de N. Sarkozy). La version *originnaire* a connu un rajeunissement anthropologique récent avec René Girard, dont le « désir mimétique », désir du désir de l'autre, engendre, par contagion, la violence dans le groupe, lequel ne la conjure que par le recours au « bouc émissaire » dont la ritualisation découvre l'origine « sacrificielle » de toute société. La Passion du Christ, qui en est le dévoilement, n'est cependant pas parvenue à abolir ni même à freiner la violence qui, selon le même auteur, prend, au contraire, de nos jours, une force apocalyptique.

Une seconde thèse relativise la violence, celle-là précisément de sa mise en situation. Le récit de la **Genèse** rapporte que Caïn, l'éternel réprouvé, ne s'emporte à tuer son frère, qu'à travers sa frustration d'avoir vu ses offrandes d'agriculteur méprisées par Yaveh, tandis que celles d'Abel, le pasteur, étaient accueillies avec satisfaction. Toutefois, le même Yaveh, saisi apparemment de quelque remords, interdit que Caïn ne soit tué à son tour et réserve à sa descendance un avenir de prospérité. Hugo s'en est fait l'écho. A son fameux poème de « l'œil était dans la tombe » répondent des vers où il met en scène Adam et Eve pleurant sur le genre humain, « le père, écrit-il, sur Abel, la mère sur Caïn ». L'épouvantable Médée qui a découpé son frère en morceaux, puis égorgé ses fils, souffre incontestablement. De même que Job, l'imprécateur, symbole même du juste injustement puni, ou l'impressionnante théorie des martyrs châtiés pour leur foi, ou encore Titus, tragique entre les tragiques du théâtre shakespearien. Plus trivialement, relevons qu'il existe une reconnaissance juridique de la situation de violence. Les « circonstances atténuantes » relativisent le délit et réduisent la

peine, jusqu'à l'effacer, dans le cas notamment, il est vrai, de la concession sexiste du « crime passionnel », alors qu'il n'est sans doute pas de violence qui ne mérite ce genre de considération, hormis la démence, et les situations de guerre, dont on sait de reste qu'elles font du meurtre un comble d'héroïque bravoure.

Aucune société, en outre, n'a jamais disposé de répertoire établi une fois pour toutes ni de définitions univoques des crimes commis en son sein, pas plus qu'il n'est possible de rencontrer quelque normativité s'étendant à tous les groupements humains. « Vérité au-delà des Pyrénées... », soit, mais le relatif n'est pas seulement de l'ordre spatial, le temps l'implique aussi. Foucault a parfaitement montré dans son **Surveiller et punir** à quel point toute légalité produisait ses *illégalismes*, dont celui de la prison, afin de sanctionner la « classe barbare » ou les « illégalismes ouvrier et paysan », qui, en se conjuguant, se préparent à affronter « à la fois la loi et la classe qui l'a imposée ».

Hegel fournit ici une règle : « Seule la nécessité du présent peut justifier une action contraire au droit car, si l'on s'abstenait de faire cette action contraire au droit, ce serait une injustice plus grande qui serait commise, la négation totale de l'existence empirique de la liberté » (**Principes de la philosophie du droit**, Additif au § 127).

Pour conclure ce point, disons que ce qui est en cause en l'occurrence c'est l'inscription de toute violence dans un *système*, que ce soit l'ordre qu'imposent les dieux, le mode d'existence, les rapports sociaux ou le régime politique.

#### La violence mondialisée

Je passe maintenant à des considérations résolument contemporaines, c'est-à-dire à notre *système*, qui représentent une manière de décryptage, au sens où José Martí écrivait : « En lo político, lo real es lo que no se ve »

Mon point de départ prend appui sur trois considérations, dont il ne me sera pas possible d'exposer les attendus.

(1) Ce que l'on nomme *mondialisation* ou *globalisation* n'est rien d'autre que le stade auquel est parvenu le capitalisme, stade strictement conforme à sa nature, ainsi que Marx et Engels l'avaient relevé dès le début de leur **Manifeste**

(2) Se sont évanouis les espoirs, nés au lendemain de la chute du mur de Berlin, paradigme de l'effondrement des pays dits « socialistes », espoirs assez généralement partagés, d'un monde réconcilié où triompherait la démocratie, grâce à la libre circulation des hommes, des marchandises et des idées.

(3) D'où j'extrais la thèse qu'au lieu et place du mythe d'une « mondialisation heureuse », promise par l'idéologie dominante, nous avons affaire à un état de *violence mondialisée*, dont aucun catalogue de mesures salvatrices, fussent-elles « altermondialistes », ne nous fera sortir. En m'excusant de mon schématisme, j'avancerai que, du plus visible au moins visible, on constate :

(1) Dans la pratique

(1.1.) Le recours aux conflits armés, l'emploi de la force militaire, offre une première expression, celle de la violence que l'on peut nommer « ouverte » ou « sanglante ». Il est le fait de l'impérialisme des E. U. qui a imposé sa domination sur la triade qu'il forme avec le Japon et l'Europe et qui a la particularité de fonctionner à l'agression, depuis sa naissance. Le besoin d'un Autre diabolisé est sa constante, - hier, l'Indien et le Mexicain, naguère le bolchevik, aujourd'hui, l'islamiste. Ses derniers champs de bataille, où il n'a réussi à entraîner que des coalitions relatives, se nomment Yougoslavie, Afghanistan, Irak, sans oublier la Palestine, par Israël interposé, et peut-être pour bientôt l'Iran, la Corée du Nord ou la Syrie. Aujourd'hui, la planète est totalement placée sous le contrôle du Pentagone qui fait appel à des centaines de milliers de militaires, dont de très nombreux mercenaires grassement rétribués, et dispose d'environ un millier de bases, sans compter les sites secrets. L'encadrement est placé sous le contrôle de cinq commandements, dont le dernier, en Afrique, a suscité nombre de controverses, et l'organe de défense européen, l'OTAN, se trouve lui-même chapeauté par des généraux étatsuniens. La finalité de ces interventions hors de tout droit est connue : mettre la main sur les sources d'énergie (notamment pétrole et gaz) et leur acheminement, interdire tout développement national autonome et imposer partout le modèle « occidental » de démocratie. Les dépenses d'armement, on le sait, sont en augmentation constante. Elles représentent 2,5 du PIB mondial et 191 fois le montant de l'aide contre la crise alimentaire. Les E. U., avec 45 % détiennent le record des ventes d'armes

(1.2.) La forme économique, ou « violence muette », en second lieu, a subordonné l'ordre politique à la domination du capital financier et se traduit par une exploitation renforcée, des inégalités sans cesse accrues, des démocraties malades, des discriminations en tous domaines . Elle a remodelé le procès de travail, et son code, dans le sens d'une individualisation renforcée (cf., pour la France, les nouveaux « contrats de mission » et la « flexisécurité ») et d'une insécurité d'emploi permanente. Elle a substitué les communautarismes (ethniques, religieux/sectaires, linguistiques, sexuels, etc.) aux collectifs structurants de la classe et de la nation. Elle a donné à la marchandisation une extension sans précédent en faisant du

commerce des armes, des stupéfiants et de la prostitution, les premiers postes de profit, et en acculant, par exemple, les plus déshérités à la vente de leurs propres organes Elle a organisé de fait, par l'annexion aux rapports capitalistes de centaines de millions de travailleurs de l'ex camp socialiste, une féroce compétition entre travailleurs à l'échelle mondiale. Elle a rétabli des pratiques de colonisation et de pillage des ressources naturelles qui font notamment de l'Afrique un continent à l'agonie. Elle exerce sur l'environnement des menaces irréversibles. Les divisions nationales et ethniques (raciales) sont utilisées systématiquement. Ainsi le Sénat étatsunien vient d'attribuer 6 millions de dollars à la construction d'un mur entre Mexique et E.U. Le nombre de migrants, baptisés pudiquement « travailleurs en mouvement », s'élève à 200 millions de personnes, arrachés à leurs terres et dénoncés comme envahisseurs.

(1.3.) On notera que les deux formes précédentes sont peu dissociables. Il suffira de rappeler que la violence « muette » emporte également des conséquences sociales « bavardes », avec les révoltes des « quartiers » (comme on dit « territoires », pour la Palestine), les suicides de jeunes, de cadres d'entreprise et de policiers, - sur les lieux mêmes de leur travail, lesquels s'ajoutent aux accidents du travail beaucoup plus nombreux, mais moins évoqués que ceux de la route ou du tabac, imputables aux seuls individus, et, de plus en plus souvent, ouvertement criminelles, avec la montée de toutes les formes de violence (des incivilités et des agressions aux viols et au grand banditisme) dont certaines sont nouvelles, comme le harcèlement moral, tandis que s'efface la frontière entre maffias, spéculateurs et personnels politiques. On notera qu'en mars 2007, l'agression contre l'Irak avait déjà provoqué 687 suicides de militaires, dont celui d'un général et qu'en juillet 2001 le nombre d'enfants de moins de cinq ans morts en raison des sanctions s'élevait à 8216, selon le ministère irakien de la santé.

Précisera-t-on que la violence « pacifique » est autrement nuisible et destructrice que la violence guerrière ? Aucune subversion armée, de quelque étendard qu'elle se réclame, ne saurait approcher les crimes de masse imputables à ces véritables associations de malfaiteurs que sont, entre autres exemples, la multinationale agro-alimentaire Monsanto ou la si respectable institution de la gouvernance mondiale qu'est le FMI .

## (2.) Dans l'idéologie

(2.1.) Emportée par de multiples infractions désormais indissimulables, la légitimation de l'ordre établi, sous la caution onusienne, de la défense des Droits de l'Homme, incluant le Droit international et l'Etat de droit, au mépris bien entendu du Droit des peuples, n'a plus cours. La mobilisation générale est décrétée sous la bannière de la *Lutte contre le terrorisme*. Les attentats du 11 septembre 2001, dont on ignore encore la véritable origine, et à propos

desquels il est légitime de se poser la question de savoir « à qui profite le crime ? » (cf. la dernière enquête, due à Franco Soldani, **Il porto delle nubie. 11 settembre 2001**, 2008), ont servi de prétexte pour mettre en place, avec le paradigme du Patriot Act, un système d'encadrement policier sans précédent, des dépenses militaires en augmentation de plus de 50 % et une florissante industrie de la sécurité. Chaque pays a pris des dispositions juridiques du même type, afin de donner davantage de moyens à sa politique d'ultralibéralisme, - augmentation des délais de garde-vue, détentions sans procès, torture (dans certains cas légalisée), camps de rétention ou multiplication exponentielle des écoutes téléphoniques, des radars et autres moyens de surveillance. L'absence soigneusement maintenue de toute définition de la notion de *terrorisme* couvre le chantage à la sécurité et au « Discours sécuritaire » et ouvre la voie aussi bien à des mesures anti-sociales qu'à la criminalisation de tout mouvement d'opposition ou de résistance. Il suffit à un gouvernement, fût-il le moins respectueux des « droits de l'homme », de mettre en avant une simple *menace terroriste*, pour justifier des dispositions suspensives de toute légalité ou, comme on le voit en particulier dans le monde arabe, retarder la démocratisation des régimes.

(2.2.) Cette idéologie est en contradiction ouverte avec l'affirmation réitérée du souci démocratique prétendant autoriser les agressions armées, - le fameux « droit d'ingérence ». La fomentation, entre autres mesures, des « révolutions », dites « oranges », jugées nécessaires à l'établissement du nouvel ordre mondial, donne carte blanche à toutes les exactions. Le principe « diviser pour régner » est le nerf de la politique impérialiste qui pousse à l'éclatement des nations (la Yougoslavie, l'ex-URSS, l'Irak, aujourd'hui la Bolivie, avec une tentative de sécession, et la Chine, avec la question du Tibet).

La régression politique, en outre, s'étend à bien d'autres domaines, qu'il s'agisse de l'information, de la culture ou des mœurs, dont le formatage consacre partout l'inféodation aux impératifs de la politique des E. U., « seule nation nécessaire », comme le prétendait, avec autant de cynisme que d'arrogance, le démocrate William Clinton.

#### Obstacles aux alternatives

Il n'est pas nécessaire de revenir sur toutes les initiatives qui se proposent d'offrir corrections, contre-feux, ou alternatives à la violence mondialisée. Elles sont nombreuses, diverses et parfois contradictoires entre elles, quand ce n'est pas avec le but recherché. Mais, des plus conciliantes aux plus radicales, toutes se heurtent à des obstacles spécifiques révélateurs de leurs faiblesses. La *servitude volontaire* moderne qui en résulte repose sur deux fondements, l'un que définissent des institutions, l'autre qui, par voie de conséquence, infecte l'opinion.

#### (2.1.) La machinerie du pouvoir

Elle aussi est incontestablement *mondialisée*. Elle est constituée d'une multitude de liens solidement intriqués : les solidarités impérialistes autour du plus puissant d'entre eux, qui savent, au nom d'intérêts communs, mettre en veilleuse leurs rivalités ; les solidarités des capitalistes en Europe, empressés à faire adopter une Constitution qui soumettra les nations qui la composent aux politiques libérales ; la collaboration des services secrets, dont les activités contribuent, à ce que l'on en peut savoir, à entretenir la confusion entre politique et corruption, - argent « propre » et argent « sale ».

Le terme de *Gouvernance*, directement issu du langage économique, symbolise le privilège accordé à l'entreprise, en tant que modèle global, et le règne de la marchandisation. Il est incarné, on le sait, par des instances supranationales, telles le FMI, l'OMC, la BM, ou des coalitions régionales, du genre ALCA ou OTAN, dont le rôle consiste à assurer partout le triomphe des intérêts des classes dominantes. Sur le plan national, le libéralisme s'attache à convertir en entreprises de régime privé, les principaux services publics, poste, énergie, transports, éducation, santé.

Ce dispositif est accompagné d'une camisole sociale sans cesse renforcée, qui s'exprime tantôt par la surveillance et tantôt par la coercition directe. En France par exemple, le pouvoir se propose de faire passer d'un million à trois millions le nombre de caméras urbaines et d'accroître dans des proportions analogues celui des radars routiers. Dans le même temps, il aggrave les sanctions pénales et les dispositifs anti-immigrés, et accroît le nombre de places en prisons, dont l'état est, de surcroît, le plus déplorable d'Europe. Les E. U., en la matière, détiennent, également conforté par le Patriot Act, le record absolu avec une population carcérale de 7.420.438 personnes, soit 3,2% de la population adulte, non inclus les détenus étrangers hors territoire national (Guantanamo, Bagram et les prisons secrètes de la CIA).

Au chapitre du contrôle et de l'asservissement, l'institutionnel, à son tour, se voit contraint de jouer sa partie. En prenant le cas de la France, on constate que le fonctionnement démocratique, déjà truqué deux fois, par la Constitution et le système électoral, fait l'objet de limitations nouvelles dans le cadre de la lutte anti-terroriste évidemment. Les partis politiques et les syndicats, en principe représentatifs des travailleurs et de la « gauche », se résignent à leur impuissance et contribuent au maintien du système. Les contre-pouvoirs associatifs et humanitaires, au premier chef écologiques, sont plus ou moins habilement manipulés et consentants. Cependant que se profile ici encore, à l'horizon, le *modèle étatsunien* d'un bipartisme inoffensif fondé sur le fric et d'une classe ouvrière complètement domestiquée, en particulier par son endettement.

Le tableau de la machinerie serait incomplet, s'il n'incluait pas les médias et les deux traits qui leur sont propres : celui de leur puissance devenue planétaire, grâce à la diversification et à la sophistication des moyens actuels de communication, du « temps réel » au « tout image », et celui, à quelques exceptions près, de leur servilité, à la botte des dominants, pour lesquels ils censurent, trient, conditionnent, inculquent et anesthésient.

## (2. 2.) Le refus de la violence

Il forme la réciproque de l'idéologie de la lutte contre le terrorisme, qui consacre le monopole de l'Etat dans l'usage de la violence, conférant une valeur absolue à la formule de Max Weber. Le refus et la condamnation de *toute* violence, qui s'entendent et s'étendent des incivilités aux émeutes, et du croc en jambes à la torture, sont l'objet d'un *consensus* unanime au sein des familles politiques les plus différentes. Il a été intériorisé depuis l'effondrement des pays dits « socialistes », et relancé, jusqu'à la sacralisation, avec les attentats du 11.09.01. Les conduites de deuil, sur fond de culpabilité, font ainsi cause commune avec les tabous de la classe dirigeante dont elles confortent le slogan selon lequel la société ce n'est pas le conflit (*disensus*), mais la concorde (*consensus*).

La fonction de ce refus est double. Il vaut *intus* pour empêcher, dévier ou stopper les revendications sociales, de quelque catégorie de travailleurs qu'elles émanent ; et *extra* pour les conflits en cours, soit en renvoyant dos à dos les adversaires (exemple de la Palestine), soit en désignant les Etats « voyous » et les groupes « terroristes », décrétés passibles de la violence impérialiste. Or, le *terrorisme d'Etat* exerce une véritable contamination, en provoquant constamment les actes « terroristes » et en suscitant les « terroristes », qu'il est censé combattre, ainsi que l'attestent les exemples des E. U. et d'Israël.

Deux rapides remarques s'imposent ici. D'un côté, il est inconcevable que, dans une improbable situation de choix, ce soit le recours à la violence qui l'emporte, surtout de la part des dominés, qui sont les premiers à en payer le tribut le plus lourd. D'un autre côté, il faut rappeler que la prétendue « lutte contre le terrorisme » ne concerne en rien le monde du travail et les dominés en général, ainsi que suffirait à en témoigner le personnage si douteux de Ben Laden et ses rapports avec la Maison Blanche, du temps où cet ami des Bush jouait en Afghanistan le rôle de « *freedom fighter* ». Elle relève du règlement de comptes entre dominants

2.3. J'ajoute enfin le constat de ce paradoxe qu'il existe une disproportion majeure entre les analyses critiques, quelle que soit leur radicalité, de la mondialisation et les discours officiels qui en défendent le bien-fondé. Les premières, de loin les plus nombreuses, y compris de la part de certains protagonistes du système (les Stiglitz, Soros, Peyrelevade...) sont dissimulées

à l'opinion, non pas en faisant appel à des discours qui justifieraient les pratiques prédatrices des classes dirigeantes, bien rares, à notre époque, tant ils paraîtraient irrecevables, mais par les écrans de légitimations mensongères, faisant valoir conjointement des arguties théologico-éthiques (Croisade du Bien contre le Mal, Civilisation contre Barbarie) et politico-sociales d'annonces futuristes de mieux-être. C'est ainsi que le programme de Davos, en ce mois de janvier, se confond avec celui de l'abbé Pierre : lutte contre la pauvreté, pour l'environnement, pour l'augmentation du pouvoir d'achat...). Récemment encore, Naomi Klein diagnostiquait un « Disaster capitalism », fondé sur le lien intrinsèque entre violence et capitalisme, tandis que Giorgio Agamben déclarait que les discours sur la sécurité n'avaient rien à voir avec la prévention des attentats terroristes et que la situation actuelle était pire que celle de l'époque du fascisme (cf. **La Revue internationale des livres et des idées**, mars avril 08), ou que Xavier Verschave voyait dans l'existence des paradis fiscaux, qui drainent la moitié des transactions financières mondiales, précisément « une mondialisation de la criminalité financière » (**De la Françafrique à la Mafiafrique**, 2004). Il est vrai qu'un autre Nobel d'économie, Muhammad Yunus, dont la bonne volonté ne saurait être mise en cause, rappelant que 94 % du revenu mondial était accaparé par 40 % de la population, 6 % revenant aux 60 % restant, et que la moitié de l'humanité était condamnée à vivre avec 2 dollars par jour, 1 milliard se contentant d'un seul, proposait le recours au micro-crédits et appelait les entreprises « à ne pas se consacrer au seul objectif de la maximisation du profit » (**Vers un nouveau capitalisme**, trad ; fçse ; de **Creating a world without poverty** !).

### Démasquer la violence

Une triple leçon peut se dégager de cette rapide analyse.

(1) Si je reviens au début de mon propos, les confusions entretenues à propos de la violence et les thématiques qu'elles imposent, se comprennent à partir des exceptionnelles contraintes que le système actuel fait peser. L'extrême apathie de la réplique de la contre violence, en principe sous jacente au schéma S/V, traduit plusieurs phénomènes. La condamnation majoritairement partagée, sinon unanime, du recours à la violence, qui ne se limite pas aux démocraties « développées », n'a pas seulement pour résultat l'apologie du *consensus*, qui privilégie débat, dialogue, discussion et conciliation, elle est soutenue et cadrée par ce qu'il faut bien nommer une forme moderne de la *servitude volontaire*. Cette dernière, qui mériterait un examen circonstancié, en tolérant le discrédit jeté par les pouvoirs sur tout ce qui s'apparenterait à une option *révolutionnaire*, qu'elle se réfère à des doctrines, des actions ou des hommes, revient à ne pas toucher au système. Censures et interdits frappent jusqu'aux mots : on accepte *impérialisme* mais pas *exploitation*, *mondialisation* est dite pour

*capitalisme, inégalités* se substituent à *aliénations, citoyens à peuple, communautés à classes...*

(2) Contestations et protestations sont normées par un pacifisme de bon voisinage, qui veille également à la fragmentation de leurs expressions, - grèves, sit-in, manifestations de rue, occupations ; de leurs lieux, - négociations décrétées désormais « entreprise par entreprise », et non plus « branche par branche », et de leurs participants, - ici une association, là une corporation, ailleurs un syndicat. L'horreur culminerait avec les confluences, public/privé par exemple, employés et cadres, ou banlieues et centres ville. L'antienne sur l'effacement de la classe ouvrière et sa perte de centralité exorcissent l'idée même, et le mot, de *grève générale*. Organisations Non Gouvernementales, interventions humanitaires, assistance et charité ne figurent nullement des contre-pouvoirs, mais bien des antennes et des auxiliaires de l'Etat bourgeois. La diversité, par ailleurs, et les contradictions des mouvements d'alternatives aux échelles nationale et mondiale trouvent précisément leur ancrage dans la mondialisation qui, pour la première fois, offre aux dominants la disposition de la machinerie totale, planétaire/totalitaire, de la maîtrise économique, politique, idéologique, financière, militaire, diplomatique, informationnelle et culturelle de l'oppression, quand les dominés sont réduits au sectoriel de leurs frontières, qui ne sont pas uniquement géographiques, à l'éparpillement de leurs aspirations et surtout à l'invention de leurs propres moyens de lutte, lesquels font nécessairement, - le voit-on assez ?, courir le risque de la violence « sanglante ». Les rôles sont soigneusement distribués : ici, le propre, ou plutôt le *clean*, là, le sale et le répulsif.

Naïveté ou idéalisme, aucune balance n'est admissible entre oppresseurs et opprimés. On ne peut écrire, avec Khalil Gibran, quoi qu'il en soit de sa bonne volonté : « Et quelle procédure utiliseriez-vous contre qui triche et qui opprime, alors qu'il est lui aussi lésé et outragé ? » (**Le Prophète**). Dans tous les cas, la domination dispose de deux assises, de deux fers.

(1) Il faut opérer le cassage de tout *collectif*, quelle que soit sa nature, publique ou privée, au profit de l'*individuel*, qui va de la déréliction au catalogue des identités. Le matraquage médiatique portant sur les suicides, les accidents de la route ou les décès dus aux maladies cardio-vasculaires, dispensés de leur dimension « sociétale », n'a d'équivalent que le pesant silence sur les accidents du travail ou les victimes de l'amiante, les uns étant directement imputables à la responsabilité des individus, les autres obligeant à mettre en cause des dispositifs d'ensemble. D'un côté l'impunité, sinon l'innocence, le *clean* encore, de l'autre, la culpabilité et la sanction.

(b) Il faut assurer la subordination du politique à l'économique, de surcroît financiarisé. Cette forme de suprématie explique la récente accession des femmes aux plus hautes responsabilités de gouvernement (présidences et « grands » ministères »), qui ne tient pas hélas aux progrès de leur libération, mais au discrédit dont ces charges, naguère nobles, ont été frappées, tandis que les hommes s'arrogent la quasi exclusivité des positions réelles de pouvoir, entièrement confisquées par l'économie.

(3) L'arrière scène tragique enfin de la triade *asservissement/servilité/servitude* n'est autre que le maintien de la non visibilité immédiate de la violence « muette ». On ne se privera pas de la juger relative en faisant valoir que l'opinion se trouve constamment informée de telle malversation de chef d'entreprise, de la corruption de tel haut fonctionnaire, des pantouflages, des cumuls de charges, des parachutes dorés et des stock options ; qu'elle connaît les énormes disparités entre le salaire d'un Grand-Patron et celui de ses salariés, le prix d'achat d'un footballeur, les rouages des empires mafieux, les impostures, les escroqueries et les trafics qui sont le lot courant des domaines politiques, financiers, sportifs et médiatiques et n'épargnent pas la culture; qu'elle est au courant de la surexploitation des enfants par le travail, la prostitution et la guerre, de l'inlassable oppression des filles et des femmes, de la misère, de la faim, de l'illettrisme et des pandémies qui accablent des populations entières. Il n'empêche qu'en dépit même des mouvements de contestations et de révoltes qui ne cessent de se multiplier, y compris au cœur des métropoles jugées opulentes, ce savoir n'engendre que des colères sans lendemain et ces mouvements n'aboutissent qu'aux impasses consensuellement orchestrées. L'abstentionnisme électoral partout en pleine croissance exprime-t-il autre chose que l'abdication devant ce qui est ressenti comme fatalité ? Et comprend-t-on pour autant que les pauvres, et les « nouveaux pauvres », ne sont pas seulement les laissés pour compte du développement, mais ses produits nécessaires et les victimes tout à la fois et toujours des injustices sociales, épidémiques, climatiques ? Ceux qui se voient réduits à vendre leurs organes aux cliniques des nantis sont les mêmes qui seront emportés par le sida (« une question des Droits de l'homme », disait Mandela) ou par un tsunami. Or, la vraie violence ne saurait s'assimiler aux seules visions de l'Africain ou du vieillard brûlés vifs dans leur hôtel ou leur maison de retraite pourris, de l'invalidé du travail, de la femme violée, de l'enfant en haillons, du Palestinien en proie à toutes les humiliations ou de l'Irakien torturé, autrement dit aux si nombreux registres de la souffrance humaine, elle s'étale dans l'usine-à-la pointe-de-la-technologie, dans le siège social rénové d'une Grande-Banque, sur le cargo pétrolier-à-double-coque, dans l'exploitation de maïs-transgénique, aux caisses du supermarché, dans le stade omnisport et la piscine olympique, dans le centre-informatique-de-nième-génération ou

le complexe résidentiel-de-haut-standing, soit entre mille expressions des prouesses et des fastes de notre modernité. Elle règne dans les institutions de la gouvernance mondiale, dans les Etats-majors, dans les multinationales de la bouffe, du médicament et de la mode. Elle est tapie dans la vengeance d'Etat qui réserve aux prisonniers politiques un sort pire qu'aux droits communs, dans les décisions de blocage des salaires, de franchises de la Sécurité sociale ou d'installation de radars et de caméras de surveillance ... Elle a le visage des stars et des animateurs de shows télévisés, qui vendent pour du rêve la culture des Disneyland, du journaliste « d'information », qui désinforme et abêtit, de l'écolo qui surveille la chasse des toilettes, du maire qui refuse la construction de logements sociaux, du grand couturier et de ses paillettes millionnaires, des organisateurs du Tour de France de la seringue, des rançonneurs du CAC 40, des candidats aux élections de Neuilly sur Seine, etc. (à chacun sa liste et ses têtes).

Sans doute pourrait-on se satisfaire de la classique résignation du « ça va s'arranger », ou du « il faut bien en passer par là », ou encore du « il en a toujours été ainsi ». Sans doute également peut-on craindre les violences spontanées, souvent baptisées d'aveugles, à cause de l'absence d'autre finalité que celle de la colère. Si la situation est bien telle que je l'ai évoquée, semblables réactions, analogues aux insurrections paysannes qui ont traversé tout le Moyen Age, ne peuvent être écartées. Elles rendent plus nécessaire encore l'urgence d'en finir avec les cécités serves, complices ou désespérées, autrement dit de favoriser la prise de conscience des malversations globalisées, et de réhabiliter le concept de révolution. Est-ce à dire que l'appel à la violence représenterait la panacée libératoire ? A cela quelques brefs éléments de réponse : toute issue d'une situation vécue comme insupportable (et d'abord reconnue telle) est fonction du rapport des forces en présence, savoir la lutte de classe. Si la révolte n'y emprunte pas sa voie, elle se réduira alors en effet à l'éclatement d'émeutes spontanées, partielles, qui seront réprimées et discréditeront le mouvement. Les dominés ne peuvent jamais souhaiter le recours à la violence sanglante, c'est bien entendu l'action pacifique qui, en cas de choix, aura leur faveur. La mondialisation de la violence imposée par les dominants, impose à son tour, comme sa réplique obligée, la violence des dominés. Oscar Wilde, dans son essai **L'âme humaine**, a délivré la leçon : « Quiconque a étudié l'Histoire sait que la désobéissance est la vertu première de l'homme. C'est par la désobéissance et la rébellion, qu'il a progressé »

Je conclurai sur un dernier paradoxe, en fait une contradiction, destiné aux intellectuels, ma famille. Nombreux sont ceux, penseurs Hi Fi, au service du pouvoir, ou philosophes de tréteaux, empêtrés dans leur ego, qui s'avèrent incapables ou, pire, se refusent,

à tirer les conséquences adéquates à leurs analyses. Ils travestissent leurs pratiques en discours aussi édifiants que fallacieux, -le Bien, le Droit, la Paix, et relayés en cela par leurs homologues des médias, se mettent, stipendiés ou débiles, au service d'un système d'inculcation, chargé de faire passer les potirons pour des carrosses et les assassins pour des bienfaiteurs.

Les intellectuels ne peuvent assurément pas changer le monde et surtout pas tout seuls, mais ils peuvent contribuer à retenir nos sociétés de glisser de la léthargie au *coma politique*. Ils ont à retrouver, et d'abord pour eux-mêmes le chemin de lucidité et de courage, qu'honorèrent leurs prédécesseurs les plus prestigieux : se consacrer au labeur de l'espérance et en appeler à la volonté émancipatrice.